Union syndicale Solidaires industrie - 10, avenue Rachel 75 018 PARIS / 01 44 71 97 45

Communiqué de presse

Le 12 Juillet 2017

Bombardier Transport France SAS CRESPIN

La désindustrialisation et le pillage continuent !

Le groupe Bombardier INC. a une fois de plus mis en œuvre une transformation afin d'atteindre les objectifs de profitabilités exigés par ses actionnaires. Ce plan de transformation touche économiquement et socialement l'ensemble de ses sites de fabrication et notamment celui de Crespin.

Le cinq mai 2017, la direction de **Bombardier Transport France SAS nous a annoncé qu'elle va relocaliser une partie de l'activité Bogies de Crespin vers SIEGEN (Allemagne)** notamment l'usinage, le recuit, le grenaillage, la peinture, le contrôle tridimensionnel des châssis ainsi que les fonctions supports **ce qui provoque la perte de 34 postes**. Au-delà des 34 postes **c'est un immense savoir-faire sur une partie essentielle du train qui risque de disparaitre.**

De plus la direction annonce qu'elle projette de déplacer l'assemblage des Bogies au plus près de a mise en rame dans les ateliers d'assemblage. SIEGEN ayant été déclaré "centre d'expertise" et "lead site Bogies" tout prête à croire que la direction veut faire disparaitre l'entité Bogies du site de Crespin.Les Bogies sont l'exemple type des dégâts occasionnés par une logique industrielle uniquement orientée vers le profit au détriment des hommes et femmes qui y contribuent.

Depuis presque trente ans que le groupe Bombardier Inc. a fait l'acquisition de nos "**A**teliers du **N**ord de la **F**rance" les Bogies c'est "*la peau de chagrin*" il ne reste qu'un mouchoir de poche, externalisations vers le" low cost", sous-traitances… ont eu raison des nombreuses activités qui composaient les bogies et qui étaient faites à Crespin. Les salarié-es des bogies sont dans le désarroi, ils ont fait tant d'efforts !

Les salarié-es concerné-es par la délocalisation sont entrevu-es par les RH et mis en situation de : « *votre poste va être supprimé, qu'avez-vous fait ces trente ou trente-cinq dernières années à notre service ?* » A quelques trimestres de la retraite pour certains c'est une remise en cause professionnelle bouleversante, ils ou elles vont avoir quelques semaines de compagnonnage pour apprendre un autre métier et redémarrer de zéro !

L'activité Bogies de Crespin est largement bénéficiaire et ramène de l'argent chaque année dans les caisses du site de Crespin, pourquoi cette décision ? **La direction n'a aucune explication plausible à nous donner**, le site de SIEGEN est plus cher que nous et n'a jamais atteint le niveau performance de Crespin. **Dans le même temps tout est orienté sur la standardisation de tous les processus pour pouvoir les envoyer vers le « low-cost »** les services Comptabilité, Achats, Formation, RH ont déjà fait les frais d'une telle politique et la plupart de l'activité est maintenant en Roumanie.

A l'ingénierie c'est déjà 40% de l'activité qui est envoyé en INDE et l'objectif est fixé à 65%.

A la réunion du comité d'entreprise du 29 juin 2017 la direction nous présente ses intentions concernant l'activité des systèmes de contrôle et de surveillance de train (TCMS) qui va elle aussi être standardisée pour envoyer le maximum en Inde. **Que va-t-il nous rester ?**

Malgré les engagements que Bombardier a pris face aux donneurs d'ordres que sont les présidents de régions et notamment madame Valérie Pécresse et monsieur Xavier Bertrand pour ne citer qu'eux, pour une fabrication Française de leurs trains, **la désindustrialisation et les délocalisations continuent !**

Nous demandons à tous les Politiques sensibles à l'utilisation de l'argent public, à la protection des emplois, du savoir-faire et des industries Françaises **d'intervenir et d'agir au plus vite** auprès des dirigeants de Bombardier Transport et des donneurs d'ordres **pour faire cesser immédiatement la désindustrialisation et le pillage du site de fabrication ferroviaire de Crespin.**

C'est également par la mobilisation des travailleurs des secteurs concernés que le changement pourra se faire, pour lutter et proposer un véritable plan de ré-industrialisation, répondant aux exigences sociales, d'emplois et de service public. Pour toutes ces raisons, il est urgent de mettre en place un véritable contrôle des aides publiques à travers des instances décisionnelles, qui feraient le lien avec l'ensemble des comités d'entreprise et commissions des conventions collectives.

Contact presse :

Rodrigue Louadoudi - SUD industrie 59/62 Bombardier / tel : 06.78.20.40.09

Julien Gonthier - Solidaires industrie / tel : 06.30.55.33.56

Union syndicale Solidaires industrie - 10, avenue Rachel 75 018 PARIS